

ANALYSE DES RESULTATS DE L'ENQUETE SUR LES BESOINS ET PRIORITES DU RESEAU DES PAYS FRANCOPHONES SUR LA TRANSPARENCE CLIMATIQUE DES PAYS FRANCOPHONES.

Contexte :

Dans le cadre de la mise en œuvre du soutien Belge sur la transparence climatique au titre de l'article 13 mise en œuvre par le PNUD, une étude sur l'état de mise en œuvre des activités sur la transparence a été menée pour identifier les priorités en matière de renforcement de capacités et de soutien technique. Cette analyse est le résultat croisé de l'enquête sur les besoins et priorités des pays mais aussi des demandes de soutien technique et financière formulées par les pays à travers le support HELPDESK développé par l'équipe de transparence du PNUD.

A ce jour une quinzaine de pays ont déjà soumis leur demande technique et financière via le HELPDESK et environ 22 pays ont répondu à l'enquête et les résultats sont analysés dans les points ci-dessous.

1. État des systèmes de transparence actuels et préparation à l'ETF

Une cartographie des informations suivantes concernant le statut des systèmes de transparence des pays (atténuation, adaptation (y compris les pertes et dommages), inventaire des GES et financement) a montré les résultats du graphique ci-dessous :

A.1 Veuillez fournir les informations suivantes concernant le statut des systèmes de transparence dans votre pays (atténuation, adaptation (y compris les pertes et dommages), inventaire des GES et financement).

16 réponses

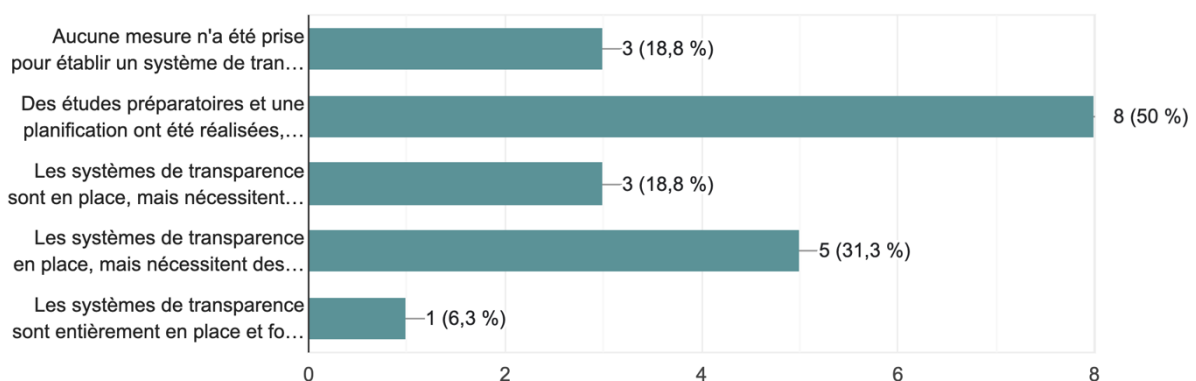


Figure 1: Statut des systèmes MRV pour le réseau francophone

L'analyse de la figure 1 montre que les pays francophones ont déjà entamé le processus d'opérationnalisation de leur système de transparence mais la mise en œuvre reste à la phase de l'élaboration de la feuille de route simplement. Des activités de transparences comme des

inventaires nationaux, la rédaction des rapports BUR et la mise en place d'un système MRV est entrepris par 86% des pays francophones.

Malgré des progrès initiés comme les activités citées précédemment, les pays restent confrontés aux insuffisances de compétences au niveau national.

2. Identification de domaines prioritaires pour améliorer les systèmes de transparence actuels dans les pays.

Afin d'accroître le soutien technique du PNUD au nom du gouvernement Belge sur la transparence climatique des pays du réseau francophone, une analyse des besoins en renforcement de capacité a été identifiée pour sept (7) domaines prioritaires nécessaires pour améliorer les systèmes de transparence actuels dans les pays. Ces 5 domaines prioritaires sont communs à l'ensemble des pays du réseau francophone et s'alignent parfaitement selon les exigences de notifications nationales et internationales sur le climat. Il s'agit par ordre d'importance et de priorité les domaines suivants :

- 1- **Collecte de données d'inventaires** : Mise en place d'un protocole d'accord avec les fournisseurs de données avec un cadre juridique
- 2- **Système MRV** : Amélioration continue du système MRV à travers la stabilisation définitive de l'arrangement institutionnel pour le MRV/ETF et son opérationnalisation.
- 3- **Suivi de la CDN** : Formation continue sur les outils de suivi de mise en œuvre des CDNs.
- 4- **Inventaire GES** : Formation continue sur les outils d'inventaires de GES particulièrement sur le secteur AFAT et Energie et amélioration continue des systèmes d'inventaires nationaux : outil IPCC 2006, Risk etc.
- 5- **AC/QC** : Formation continue sur l'AC/QC et sur la revue technique des experts.
- 6- Formation sur les outils d'évaluation de l'atténuation des IGES et d'évaluation de la vulnérabilité et leur effet.
- 7- **Transparence** : Formation continue sur le reporting (RIN, CN, BUR, BTR) au titre de l'article 13.

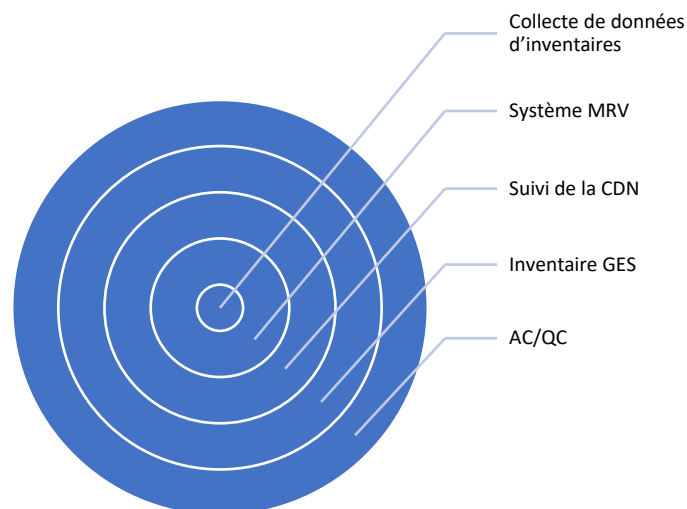


Figure 2: Les cinq domaines prioritaires retenus suivants

Malgré que 7 domaines ont été identifiées, une autre priorisation est faite sur la base des demandes formulés sur les helpdesks, ce qui permet de retenir les 5 priorités sur la figure 2.

3. Existence de système de suivi des CDNs

Très peu de pays dispose d'outil de suivi des CDNs dont la plupart a démarré avec le projet CBIT comme l'Haïti, la Côte d'Ivoire, le Burkina Faso etc. La majorité des pays francophone sont en phase d'élaboration de feuille de route, de plan de mise en œuvre ou d'études préparatoire au niveau sectoriel. Ces différentes initiatives restent ralenties par l'insuffisance de compétence technique et soutien financier pour la mise en œuvre effective des systèmes de suivi des CDN.

4. Type(s) de soutien le(s) plus approprié(s) pour améliorer les systèmes de transparence actuels dans votre pays ?

L'analyse et l'identification des besoins et priorités des pays nécessitent en outre un accompagnement technique et financiers. Ainsi une cartographie des soutiens appropriés pour améliorer les systèmes de transparences a été faite. Il est résumé sur les points suivants :

- Renforcement continue des projets CBIT dans les pays du réseau francophones ;
- Organisation des webinaires d'échanges entre pairs sur des questions techniques spécifiques telle que l'arrangement institutionnel, méthodologies de suivi des CDN ;
- Formation des parties prenantes : mis à la disposition des parties prenantes d'un manuel sur la transparence et appuyer la création d'un pool d'experts nationaux (femmes, homme et jeunes) sur transparence avec un encadrement continue ;
- Mettre en place un outil de suivi des actions au niveau sectoriel et national pour la collecte automatique des informations sur la mise en œuvre des CDN ;
- Formation des acteurs nationaux sur le guide de mise en œuvre du cadre de transparence renforcé et la transition des MRV vers la transparence climatique ;
- Formation des capacités des pays sur le processus ICA particulièrement les pays qui n'ont pas encore soumis leur BUR ;
- Formation en présentiel sur le logiciel IPCC 2006 d'estimation des GES et la base de données y relative, y compris l'interprétations des résultats et représentation des émissions sur les diagrammes,
- Appui pour les scénarii climatiques ou projections climatiques avec des modèles à grande résolution, Analyse coût /avantage des mesures d'adaptation.
- Développement d'indicateurs de suivi des progrès réalisés et du soutien reçu.

5. Objectifs concernant le Cadre de transparence renforcé (Enhanced Transparency Framework – ETF) :

Beaucoup de pays francophones ont déjà élaboré une feuille de route sur le cadre de transparence renforcé au titre de l'article 13. Les feuilles de route reposent essentiellement les activités de reporting (RIN, BUR, BTR), d'évaluation des impacts et sur un soutien technique et financier. Il s'agit pour la majorité des pays l'assurance qualité et le contrôle qualité, l'amélioration de leur système d'inventaire et le rapport sur les exigences nationales et internationales au titre de l'article 13.

6. Activités en cours dans le cadre de l'ETF.

Les pays sont majoritairement dans l'élaboration de leur 3^{ème} ou 4^{ème} communication nationale, de préparation à la soumission des BUR1 et plus, sur le contrôle qualité des rapports et particulièrement sur la formation continue sur les inventaires et le système MRV nationaux, les initiatives ICAT, les projet CBIT, les plans de mise en œuvre et d'investissement des CDNs.

7. Contribution à la stratégie nationale climatique au sens large

L'exemple du Tchad pourrait être partagé comme contribution :

« Le Gouvernement du Tchad a placé les questions liées à la transparence climatique au cœur de toutes les stratégies et politiques climatiques du Pays. Cette volonté politique a été matérialisée par l'accompagnement sollicité auprès de l'ICAT pour le Développement d'un mécanisme de transparence robuste et prene. L'intervention de l'ICAT au Tchad a permis au Gouvernement de disposer d'un système national MRV, d'une Agence Nationale MRV, des indicateurs pour le suivi de la CDN et une série de formation au profit des parties prenantes sur les inventaires de GES et l'Utilisation du logiciel GACMO pour les modélisations des émissions par source d'émission. »

8. Intégration de l'égalité des sexes et de l'inclusion des groupes défavorisés dans les systèmes nationaux de transparence, la CDN et la stratégie climatique au sens large

F.1 Veuillez fournir des informations sur les efforts de votre pays pour intégrer les considérations de genre et inclure les groupes défavorisés dans le...s options pertinentes ci-dessous qui s'appliquent.

16 réponses

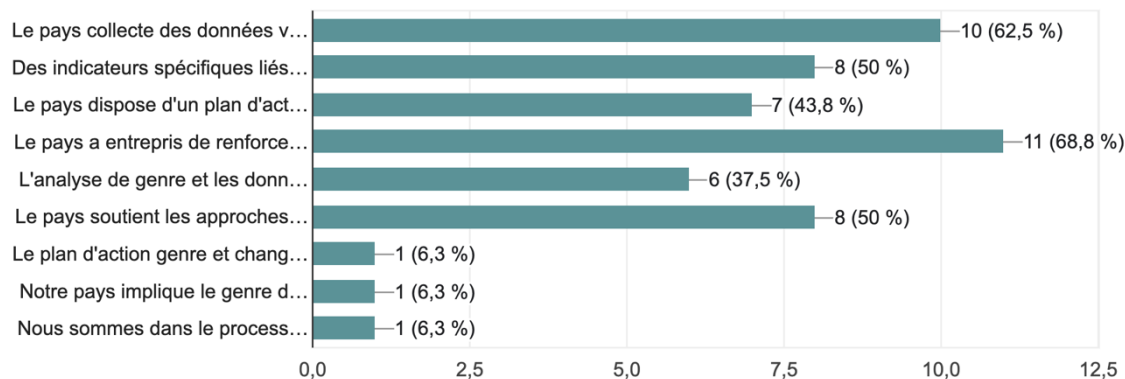


Figure 3: Cartographie de l'intégration du genre dans les questions climatiques.

90% des pays ont entrepris des actions de renforcements des capacités en matière d'intégration de la dimension de genre et de processus inclusifs pour les groupes défavorisés par le biais des indicateurs de la NDC, des systèmes de transparence et/ou d'autres instruments/processus de rapport. Il est noté que dans plusieurs feuilles de route sur le cadre de transparence renforcé, la dimension genre est appliqués tant sur le nombre d'hommes, de femmes et de jeunes formés.

9. Partage de bonnes pratiques

- le processus d'assurance de la qualité des données réalisées avec le Secrétariat de la Convention a permis d'améliorer les données et les estimations d'émissions de GES;
- la synergie d'actions entre les projets CBIT, CN, BUR, et CDN ont permis de produire des rapports dont les contenus sont complémentaires et d'éviter les doublons;
- le processus d'institutionnalisation des inventaire de GES avec l'Université de Lomé, a permis de mettre en œuvre le plan AQ/CQ;

- les revues externes des inventaires sectoriels ont permis d'améliorer les données
- L'utilisation des experts nationaux en lieu et place des consultants nationaux
- Le Tchad a mis en place une Agence Nationale MRV, qui sera bientôt opérationnelle, dotée d'une autonomie de gestion. Cette agence Permettra au Gouvernement de rendre compte sur les soutiens financiers mobilisés, le renforcement des capacités sur le transfert de technologie et les politiques de développement. La mise à jour régulière des GES par secteur.

10.Recommandations sur le chemin de l'ETF

- La transition vers l'ETF devra prendre en compte suffisamment en compte : le renforcement des capacités des sectoriels clés, détentrices des données, le renforcement des aspects AQ/CQ, le développement d'indicateurs de suivi (y compris l'évaluation des situations de référence)
- Renforcer le partage d'expérience entre pairs. En effet, des pays de la sous régions sont très avancés sur leurs systèmes de transparence, y compris le MRV, les autres pays pourront y faire des visites pour s'inspirer et voir dans quelles mesures adapter les bonnes pratiques à leurs réalités.
- Intensifier le renforcement des capacités en présentielle ou en ligne des pays en développement
- Rendre opérationnel les feuilles de route pour la mise en place d'un système MRV est un préalable